



Présidence
Direction générale
des services

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'AVIGNON UNIVERSITE

SEANCE DU 17 DECEMBRE 2019

Affaire suivie par

Samuel Priso-Essawe
Vice-président du Conseil
d'administration

Téléphone

+33 (0)4 90 16 25 25

Courriel

Vice-president-ca@univ-avignon.fr

AVIGNON UNIVERSITE

Campus Hannah Arendt

74 rue Louis Pasteur
84 029 Avignon cedex 1

www.univ-avignon.fr

Le 17 décembre 2019 à 14h35, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du Président de l'établissement. Madame Catherine Carbone, représentant Monsieur le Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille, était présente.

ÉTAIENT PRÉSENT.E.S

M. Philippe ELLERKAMP, Président d'Avignon Université

M. Samuel PRISO-ESSAWE, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA)

M^{me} Catherine CARBONE, Contrôleur budgétaire et de légalité, représentant le Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille

Collège A

M^{mes} et MM. LE FRIANT, CASTELNUOVO, MACE-BARBIER, BLANKE, GIMELLO-MESPLOMB

Collège B

M^{mes} et MM. ELLERKAMP, RAULT, COSTA, LUNARDELLI, DURAND, WENZEL

Collège BIATSS

M^{mes} et MM. POITEVIN, BERNARD, ANDRE, BERRAG

Collège ÉTUDIANT

MM. ZAAFOUR, WIDENDAELE (départ à 16h40)

Collège Personnalités Extérieures

M^{mes} et MM. ABEL-RODET (Ville d'Avignon), BISSIERE (Région Sud PACA), NABOT (INRA), FAURE (Société AGRO'NOVAE), CAILLE (Syndicat des métaux de Marseille), GONTARD (Cabinet d'avocats GLP & associés), REBMEISTER (Collège Frédéric Mistral) (départ à 16h40)

REPRÉSENTÉ.E.S

M^{mes} et M. LEFEVRE (procuration à M^{me} LE FRIANT), TEITGEN (procuration à M. ZAAFOUR), SANTONI (procuration à M. ELLERKAMP)

ABSENT.E.S ET EXCUSÉ.E.S

M. DIONE

PARTICIPANT À TITRE CONSULTATIF DE DROIT

M. BARBE, Directeur de la Bibliothèque universitaire, présent

M. BOUBERTEKH, Directeur Général des Services (DGS), présent

M. HOUZIEL, Agent comptable, présent

M. VACARIS, Président du Grand Avignon, excusé

INVITÉ-E-S PRÉSENT-E-S

M^{me} ABONNEN, Vice-présidente déléguée à la Vie universitaire (VP VU)

M. BOURDAGEAU, Directeur des Ressources Humaines (DRH), Adjoint au DGS

M^{me} FALKERT, Doyenne de l'UFR Arts, Lettres et Langues (ALL)

M. LINARES, Vice-président de la Commission de la Recherche (VP CR)

M. MARNEFFE, Directeur des Finances, des Achats et du Contrôle Interne (DFACI), Adjoint au DGS

M. MARREL, Doyen de l'UFR Droit, Economie, Gestion (DEG)

M. POLIDORI, Vice-président de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (VP CFVU)

M^{me} PORTAL, Assistante de direction

M. RICHAUD, Doyen de l'UFR Sciences Humaines et Sociales (SHS)

M^{me} SAVARIT, Directrice adjointe des Finances, des Achats et du Contrôle Interne, Responsable des affaires budgétaires

M. SCHMITT, Directeur de l'Institut Universitaire de Technologie (IUT)

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration
réuni en formation plénière le 17 décembre 2019**

1. Informations générales communiquées par le Président
2. Approbation du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 4 décembre 2019
3. Affaires financières
 - 3.1 Présentation du budget rectificatif n°1 de l'exercice 2019 pour information
 - 3.2 Approbation du projet de budget initial au titre de l'année 2020
 - 3.3 Modification du tarif de prise en charge entreprise ou organisme de la formation CAFERUIS au titre de l'année universitaire 2020-2021
4. Formation
 - 4.1 Approbation des modalités et des conditions de sélection à l'entrée en master au titre de l'année universitaire 2020-2021 (régimes général et dérogatoire)
 - 4.2 Approbation de la convention de coopération pédagogique conclue entre Avignon Université et l'Association pour le Développement du Télétravail et du Temps partagé (A2T) au titre de l'année universitaire 2019-2020 complétée par l'avenant n°1
 - 4.3 Approbation de la convention de coopération conclue entre Avignon Université, l'Institut Supérieur d'Agriculture Rhône-Alpes (ISARA-Lyon) et l'Institut de Formation Régional des Industries Alimentaires de la Région PACA (IFRIA PACA) au titre de l'année universitaire 2019-2020
 - 4.4 Approbation de la convention de coopération conclue entre Avignon Université et l'Institut Supérieur de Formation Fruits et Légumes (ISFFEL) au titre de l'année universitaire 2019-2020
 - 4.5 Approbation de la convention de coopération conclue entre Avignon Université et le Centre de Formation de la Profession Bancaire (CFPB) au titre de l'année universitaire 2019-2020
 - 4.6 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique conclue entre Avignon Université et CAP PERFORMANCE au titre de l'année universitaire 2019-2020 (dépassement du seuil tarifaire)
 - 4.7 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique conclue entre Avignon Université et l'Association Rheso au titre de l'année universitaire 2019-2020 (dépassement du seuil tarifaire)
5. Questions diverses

Relevé de décisions

Membres composant le conseil : 28

Membres présents : 24

Membres suppléés : 3

Membres absents et non suppléés : 1

1. Informations générales communiquées par le Président

2. Approbation du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 4 décembre 2019

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

3. Affaires financières

3.1 Présentation du budget rectificatif n°1 de l'exercice 2019 pour information

⇒ Pour information du Conseil d'administration

3.2 Approbation du projet de budget initial au titre de l'année 2020

⇒ Vote du Conseil d'administration relatif au budget principal initial : favorable à la majorité (*six abstentions*)

⇒ Vote du Conseil d'administration relatif au budget initial de la Fondation universitaire : favorable à la majorité (*une voix contre, six abstentions*)

3.3 Modification du tarif de prise en charge entreprise ou organisme de la formation CAFERUIS au titre de l'année universitaire 2020-2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

4. Formation

4.1 Approbation des modalités et des conditions de sélection à l'entrée en master au titre de l'année universitaire 2020-2021 (régimes général et dérogatoire)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

4.2 Approbation de la convention de coopération pédagogique conclue entre Avignon Université et l'Association pour le Développement du Télétravail et du Temps partagé (A2T) au titre de l'année universitaire 2019-2020 complétée par l'avenant n°1

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

4.3 Approbation de la convention de coopération conclue entre Avignon Université, l'Institut Supérieur d'Agriculture Rhône-Alpes (ISARA-Lyon) et l'Institut de Formation Régional des Industries Alimentaires de la Région PACA (IFRIA PACA) au titre de l'année universitaire 2019-2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*deux abstentions*)

4.4 Approbation de la convention de coopération conclue entre Avignon Université et l'Institut Supérieur de Formation Fruits et Légumes (ISFFEL) au titre de l'année universitaire 2019-2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*une abstention*)

4.5 Approbation de la convention de coopération conclue entre Avignon Université et le Centre de Formation de la Profession Bancaire (CFPB) au titre de l'année universitaire 2019-2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

4.6 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique conclue entre Avignon Université et CAP PERFORMANCE au titre de l'année universitaire 2019-2020 (dépassement du seuil tarifaire)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*une voix contre*)

4.7 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique conclue entre Avignon Université et l'Association Rheso au titre de l'année universitaire 2019-2020 (dépassement du seuil tarifaire)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

5. Questions diverses

⇒ Néant

Après s'être assuré que le quorum est atteint, le Président d'Avignon Université ouvre la séance.

1. Informations générales communiquées par le Président

Le Président souhaite la bienvenue à l'ensemble des membres élus, désignés et invités du Conseil d'administration (CA) en sa nouvelle composition.

Après un tour de table de présentation, le Président reprend la parole et communique les informations générales.

Action « Territoires d'Innovation Pédagogique » (TIP) dans le cadre du troisième Programme d'Investissements d'Avenir (PIA3) : Avignon Université, associée à Aix-Marseille Université (AMU), l'Université de Toulon et d'autres partenaires, a récemment déposé le projet PANORAMA dans le cadre de l'appel à projets TIP « Dispositifs territoriaux pour l'orientation vers les études supérieures ». Ce projet, axé sur l'orientation des lycéens et des étudiants, est porté en interne par la Maison de l'Orientation et de l'Insertion (MOI). La demande de subvention pour l'établissement s'élève à 671 800 €.

Toujours dans le cadre de l'action TIP, l'établissement, via le Campus des Métiers et des Qualifications « Agrosociétés, Agroalimentaire et Alimentation » (CMQ 3A), va très prochainement déposer une réponse à l'appel à projets « Campus des Métiers et des Qualifications ». Cet appel à projets prévoit une levée de fonds initiale, l'Etat complétant à parité des montants levés.

Coordination territoriale : la troisième vague du PIA touche à sa fin. Certains évoquent l'hypothèse d'un PIA4 fortement coloré petites et moyennes universités autour de la question de la redynamisation des territoires. Dans cette mouvance, l'Etat a lancé un dispositif de labellisation de campus connectés ayant vocation à permettre à des jeunes peu mobiles en territoires ruraux d'accéder à l'enseignement supérieur. En novembre dernier, Avignon Université a accueilli dans ses murs la journée nationale des campus connectés. L'établissement est fortement appelé à intégrer ce dispositif, les modalités restent à préciser.

La notion d'université de territoire se déploie au sein de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) (création d'une organisation destinée à travailler à la définition d'une recherche territorialisée, projet de création d'antennes universitaires...).

Cette dynamique de coordination territoriale ne manque pas d'intérêt pour l'établissement qui s'inscrit dans cette trajectoire. Le projet CAPCAPITE des Nouveaux Coursus à l'Université (NCU) consiste à mettre en place une coordination territoriale de l'offre de formation post-bac avec les principaux établissements de l'enseignement secondaire du territoire. En parallèle, la mise en place du nouveau bachelier universitaire de technologie (BUT) à la rentrée 2020 aura pour corollaire le passage de nombreux brevets de technicien supérieur (BTS) en licences professionnelles (LP) dont l'accréditation ne peut se faire sans l'appui d'une université. Les établissements d'enseignement supérieur seront donc fortement sollicités dans la mise en place de ces nouvelles formations. Il y a une véritable prise de conscience de la part de l'ensemble des acteurs que les chantiers conjoints enseignement secondaire/ESR sont essentiels pour gérer la problématique de l'échec en premier cycle universitaire.

Dialogue stratégique et de gestion : l'établissement a récemment pris part à la nouvelle procédure de dialogue stratégique et de gestion expérimentée l'an dernier par une dizaine d'établissements. Cette procédure consiste en une décentralisation d'une modalité annuelle de gestion des universités qui est mise en œuvre au niveau du Rectorat sous l'autorité du Service interacadémique de l'enseignement supérieur (SIASUP). La première phase de ce dialogue stratégique et de gestion concerne la trajectoire financière de l'établissement (masse salariale, soutenabilité à court, moyen et long termes). Le Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille, Chancelier des universités, a fait part à l'équipe de gouvernance de sa satisfaction. L'établissement reste dans l'attente des retours du SIASUP et de la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) qui arbitrera *in fine*, probablement après un échange en direct avec le Président de l'université, échange qui préfigurerait lui-même de la seconde phase de ce dialogue dans son volet stratégique. Dans le cadre de cette seconde phase, Avignon Université pourra être soutenue dans le portage d'un ou plusieurs projets d'intérêt général sur le territoire avec probablement une sollicitation des collectivités territoriales. Les membres du CA seront régulièrement tenus informés de l'avancement de ce dialogue stratégique et de gestion.

Loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) : une LPPR est actuellement en cours de préparation. Le projet de loi devrait très prochainement être diffusé. Les présidents d'université, les présidents-directeurs d'établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) et d'organismes de recherche sont conviés à l'Assemblée nationale le 18 décembre 2019 pour assister à une restitution sur les travaux préparatoires de ce projet de loi.

Equipe de gouvernance d'Avignon Université : les trois vice-présidents statutaires sont reconduits à savoir Monsieur Samuel Priso-Essawe en qualité de Vice-président du Conseil d'administration (VP CA), Monsieur Ange Polidori en qualité de Vice-président de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (VP CFVU) et Monsieur Georges Linarès en qualité de Vice-président de la Commission de la Recherche (VP CR). Madame Audrey Abonnen est également reconduite en qualité de Vice-présidente déléguée à la Vie universitaire (VP VU). Le Président annonce la nomination imminente de Madame Anne-Sylvie Tixier en qualité de Vice-présidente déléguée aux Relations internationales (VP RI). L'équipe complète des vice-présidents sera présentée en janvier prochain.

Nomination du Médiateur de l'établissement : Monsieur Jean-Yves Borel, Avocat et Professeur d'université associé, a été nommé Médiateur d'Avignon Université. Ses missions s'inscrivent notamment dans la prévention de situations de conflit entre membres de la communauté universitaire dès lors qu'elles présentent un danger pour les personnes concernées ou pour l'établissement. Le Médiateur ne se substitue pas aux cellules d'écoute et de veille sociale, à la Direction des Ressources Humaines, à l'Assistante sociale ou à la Médecine de prévention mais assure une fonction supplémentaire.

Feuille de route de l'équipe politique et administrative : un séminaire permanent ouvert aux vice-présidents statutaires et délégués, aux directeurs de composantes, au Directeur général des services (DGS), aux DGS adjoints, aux directeurs et chefs de services sera programmé en début d'année 2020 afin de définir les champs de priorité de l'établissement et planifier leur mise en œuvre opérationnelle. L'objectif est de constituer une feuille de route de l'équipe de gouvernance et de l'équipe administrative pour les deux années à venir. Les projets seront affinés dans le cadre de groupes de travail avec les porteurs et les services concernés puis soumis à des groupes de travail du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) et du Comité Technique (CT) avant passage dans les instances compétentes et ce afin d'aboutir à des projets partagés avec des périmètres de consultation très élargis.

2. Approbation du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 4 décembre 2019

Le Président invite les membres du CA à faire part de remarques éventuelles.

A défaut d'observation, le Président soumet le procès-verbal du CA en date du 4 décembre 2019 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3. Affaires financières

Après s'être assuré que le quorum physique requis en matière budgétaire est atteint, prenant la parole, le VP CA invite Monsieur Thierry Marneffe, Directeur des finances, des achats et du contrôle interne (DFACI), à présenter le budget rectificatif n°1 de l'exercice 2019 et le projet de budget initial 2020 de l'établissement.

3.1 Présentation du budget rectificatif n°1 de l'exercice 2019 pour information

Ce budget rectificatif a été arrêté par le Président de l'université en application de la délégation de pouvoir qui lui a été consentie par le CA le 27 juin 2017, en application des articles L. 712-3 et R. 719-74 du Code de l'éducation (*cf. annexes point 3.1 – liasses budgétaires*).

Transmis le 25 octobre 2019 à la Chancellerie du Rectorat de l'Académie d'Aix-Marseille pour contrôle budgétaire, il est exécutoire depuis le 8 novembre 2019.

Il est présenté aux administrateurs pour information.

Monsieur Marneffe présente les différents éléments ayant conduit à élaborer ce budget rectificatif (notifications de la subvention pour charges de service public – SCSP et autres crédits) ainsi que ses axes d'élaboration et ses effets sur les principaux indicateurs (solde budgétaire, variation de trésorerie, compte de résultat et variation du fonds de roulement) (*cf. annexes point 3.1 – diaporama et note de présentation*).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Aucune observation n'est formulée.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

3.2 Approbation du projet de budget initial au titre de l'année 2020

En préambule, Monsieur Marneffe présente quelques éléments de compréhension : l'organisation budgétaire (notions de budget agrégé, nature et destinations des crédits, caractéristiques d'un budget considéré en équilibre réel, axes d'élaboration, procédure interne d'élaboration du budget) et la composition du budget en application du Décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (Décret GBCP). (cf. annexe point 3.2 – diaporama de présentation – diapositives 2 à 13).

Le DFACI présente ensuite les éléments d'élaboration budgétaire qui sont externes à l'université (crédits 2020 de la Mission interministérielle recherche et enseignement supérieur - MIRE, dialogue stratégique et de gestion entre les établissements de l'ESR et l'Etat, contrat de plan Etat-Région – CPER - 2021-2027) et les éléments internes (stabilité des effectifs étudiants, accroissement des surfaces, soumission du budget de la Fondation universitaire dans l'attente de la prochaine réunion de son conseil de gestion) (cf. annexes point 3.2 – diaporama de présentation – diapositives 14 à 20 / note de présentation de l'ordonnateur – pages 4 à 6).

Les axes d'élaboration du budget s'inscrivent dans les grandes orientations issues du débat d'orientation budgétaire (DOB) du 21 mai 2019 suivi de la lettre de cadrage présidentielle du 3 juin 2019 (formation, recherche, fonctionnement, personnel et investissement et grandes orientations générales) (cf. annexes point 3.2 – diaporama de présentation – diapositives 21 à 28 / note de présentation de l'ordonnateur – pages 7 à 10).

Comme s'y était engagé la Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI), les universités disposent depuis le 2 octobre 2019 d'une pré-notification des moyens qui leur seront alloués pour l'exercice à venir. C'est sur cette base que l'établissement a élaboré son projet de budget initial 2020 en y intégrant les diverses ressources en provenance du Ministère dont l'établissement a connaissance ou qu'il est d'ores et déjà en mesure d'évaluer avec un degré de précision satisfaisant.

Le DFACI présente le budget agrégé en autorisations budgétaires : prévisions d'encaissement, prévisions d'autorisations d'engagement en fonctionnement et en investissement, prévisions de décaissement, tableau des autorisations budgétaires et tableau de l'équilibre financier, prévisions d'emplois et de masse salariale (cf. annexes point 3.2 – diaporama de présentation – diapositives 30 à 46 / note de présentation de l'ordonnateur – pages 11 à 20).

Il présente enfin la situation patrimoniale de l'université (fonds de roulement, prévisions de charges et d'emplois et prévisions de produits et de ressources en droits constatés, capacité d'autofinancement, dotation aux amortissements), le compte de résultat et le tableau de financement, les équilibres généraux (analyse de la trésorerie et du fonds de roulement) et l'analyse de la soutenabilité du projet de budget initial 2020 (cf. annexes point 3.2 – diaporama de présentation – diapositives 47 à 55 / note de présentation de l'ordonnateur – pages 20 à 24).

(cf. annexes point 3.2 – liasses budgétaires et avenant au programme pluriannuel d'investissement – PPI).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Frédéric Gimello-Mesplomb demande des précisions quant au delta constaté entre le montant des ressources d'investissement (1,7 millions d'euros) et le montant prélevé sur la trésorerie pour financer le PPI (2,48 millions d'euros).

Monsieur Marneffe précise que les ressources (ou subventions) d'investissement viennent s'ajouter au prélèvement sur le fonds de roulement destiné à financer les investissements.

Prenant la parole, Monsieur Allal Berrag dénonce le transfert de responsabilités aux universités et des charges associées découlant de la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités (loi LRU) sans contrepartie de moyens suffisants pour en assumer le coût. Par ailleurs, il demande à ce que soit précisée la ventilation du solde budgétaire excédentaire (536 314 €) figurant sur le tableau des autorisations budgétaires entre masse salariale, fonctionnement et investissement.

Monsieur Marneffe précise que le solde budgétaire correspond à la différence entre la totalité des encaissements de l'exercice et la totalité des décaissements de l'exercice. La répartition par enveloppe (personnel, fonctionnement et investissement) n'existe qu'en dépenses. La totalité des recettes en budget de caisse est fondue dans un ensemble sans répartition par enveloppe. Compte tenu de ce qui précède, l'écart entre encaissements et décaissements ne peut être ventilé par enveloppe.

Monsieur Berrag souhaite savoir à quoi correspond cet excédent du solde budgétaire.

Reprenant le tableau des autorisations budgétaires, Monsieur Marneffe indique que le montant du solde budgétaire excédentaire correspond à la différence entre les recettes d'un montant de 58 924 192 € et le total des crédits de paiement d'un montant de 58 387 878 €. En ce qui concerne le budget 2019, le solde budgétaire était initialement déficitaire. Il devient excédentaire du fait de la reprogrammation d'un certain nombre de crédits d'investissement. En termes de masse salariale, 0,4 millions d'euros supplémentaires ont été ouverts au budget rectificatif n°2019-1. Le passage d'un solde budgétaire déficitaire à un solde budgétaire excédentaire ne provient pas d'une marge réalisée sur la masse salariale mais de reprogrammation de crédits d'investissement.

Prenant la parole, le Président précise que l'établissement dispose d'un fonds de roulement particulièrement confortable. Avignon Université a immobilisé une partie de ce fonds sous forme de PPI afin de le sécuriser. Pour rappel, le PPI est articulé autour de six grandes priorités : déménagement du Laboratoire de Pharm-Ecologie Cardiovasculaire (LaPEC) sur Agroparc, réaménagement des espaces de travail de l'administration, accessibilité des bâtiments, sûreté et sécurité, prévention des risques professionnels et conditions de travail, développement durable, développement et modernisation des systèmes d'information.

Avec un fonds de roulement confortable doté d'un PPI, l'établissement n'aurait aucun intérêt à produire un reliquat de masse salariale pour le reverser dans ce fonds, connaissant les besoins criants en ressources humaines de tous les services, de toutes les formations et de tous les laboratoires. Le seul reliquat de masse salariale dont dispose l'université est transformé en complément indemnitaire annuel (CIA) conformément à la demande portée par les organisations syndicales représentatives des personnels BIATSS de l'établissement.

Monsieur Jean-Pierre Costa sollicite une prise de parole. Il demande toutes précisions quant à la mise en œuvre de la comptabilité analytique au sein de l'établissement notamment en termes d'aide au pilotage.

Monsieur Marneffe précise que la DFACI a lancé un programme de développement de la comptabilité analytique qui a fourni ses premières données sur la formation continue, premier objet d'analyse. Cette analyse a fait ressortir les coûts complets du Service de la Formation Tout au Long de la Vie (SFTLV) qui ont été confrontés aux recettes de ce même service et qui révèle sans surprise qu'un service de formation continue en université ne couvre pas la totalité de ses coûts complets et ne dégage pas d'excédent. L'analyse des coûts est actuellement déployée sur les activités de la recherche. Des réunions de travail sont en cours et les premières données devraient être disponibles très prochainement.

La démarche de comptabilité analytique est menée en mode projet avec un comité de pilotage qui suit l'avancement et oriente les travaux vers les objectifs préalablement définis et une équipe projet menée par les collègues du contrôle interne de la DFACI. Le CA est régulièrement tenu informé de l'avancée de ces travaux et en valide les résultats.

Si le vote du CA porte sur le projet d'un budget global, Monsieur Costa demande à ce que soit précisée la ventilation du budget 2020 par service et composante.

Monsieur Marneffe précise que ces éléments pourront être mis à la disposition des administrateurs.

Le VP CA précise que, règlementairement, le Conseil adopte le budget de l'établissement sans se prononcer sur sa répartition entre centres de responsabilité budgétaire. La répartition de ce budget va découler du projet de budget initial de l'établissement soumis au vote des membres du CA. Cette répartition fera l'objet de conférences budgétaires en présence des directeurs de composantes et de services.

Prenant la parole, le Président rappelle que la comptabilité analytique va très prochainement devenir une obligation règlementaire pour l'ensemble des universités. Comme toutes les universités pilotes, l'établissement a initié cette démarche sur la formation continue suite à une prise de conscience nationale à la lumière du rapport de la mission Germinet sur la promotion de la formation professionnelle tout au long de la vie. La recherche constitue quant à elle un environnement très complexe qui rend nécessaire d'aboutir à une vérité des prix. La démarche de comptabilité analytique a vocation à être généralisée très prochainement à l'ensemble des services de l'établissement.

Le CA a approuvé il y a deux ans le modèle de déploiement de la comptabilité analytique de l'Agence de mutualisation des universités et établissements (AMUE), modèle le plus répandu de façon à être dans les mêmes normes que les autres établissements et qui va permettre des comparatifs de coûts à l'activité et d'en mesurer l'efficacité et l'efficience.

Cette comptabilité analytique s'est mise en place dans le cadre du contrôle interne, obligation règlementaire issue du décret GBCP, et est assortie d'une cartographie des risques qui va permettre d'élaborer un plan de réduction de ces risques. Le CA est informé annuellement de cette cartographie des risques (méthodologie et cotation des risques) et vote le plan d'actions associé.

En ce qui concerne la ventilation du budget par service et composante, la grande répartition des enveloppes formation et recherche est faite respectivement par la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU) et par la Commission de la Recherche (CR). L'étape suivante est, comme l'a rappelé le VP CA, la réunion de conférences budgétaires en présence des services et composantes. Sur le budget des composantes, le Président précise que les composantes ne consomment pas la totalité des moyens qui leur sont alloués (certaines ne dépassent pas 80 % d'exécution de leur budget annuel). Quand bien même une composante aurait des besoins exceptionnels, le projet de budget prévoit une ligne d'appel à projets interne pour faire face à des demandes d'équipements exceptionnelles comme cela a été le cas pour l'UFR Sciences, Technologies, Santé (STS) qui a bénéficié d'une enveloppe de moyens à hauteur de 250 000 euros pour financer l'accueil des équipements scientifiques de la plateforme métabolomique et de l'IUT qui a bénéficié du soutien de l'établissement à hauteur de 90 000 euros dans le cadre du projet de microbrasserie.

La parole est donnée à Monsieur Zaafour. Il demande à ce que soient précisées les raisons de l'impossibilité de réunir à ce jour le conseil de gestion de la Fondation universitaire. Par ailleurs, il souhaite savoir à quoi correspondent les autorisations budgétaires en personnel et en fonctionnement figurant au budget rectificatif 2019-1 (respectivement 130 000 euros et 10 000 euros) et au budget 2020 (respectivement 50 000 euros et 10 000 euros).

Prenant la parole, le VP CA précise que la composition du conseil de gestion de la Fondation universitaire est actuellement incomplète car le mandat de certains membres sont arrivés à échéance. Un calendrier est en cours d'élaboration afin qu'il soit procédé à ces renouvellements pour permettre la tenue de ce conseil.

Sur le deuxième point, Monsieur Marneffe précise que la Fondation universitaire a attribué des bourses doctorales à six étudiants sur une durée de trois ans (deux bourses par an sur trois ans). Cette année, il reste neuf mois de contrat doctoral à rémunérer pour deux étudiants alors que l'année dernière on était en année pleine sur une cohorte de contrats doctoraux en sus d'une partie de la cohorte précédente, ce qui explique la diminution des dépenses de personnel entre le budget rectificatif 2019-1 et le budget 2020. Les 10 000 euros d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement en fonctionnement sont ouverts pour permettre à la Fondation universitaire de faire face à des dépenses de fonctionnement.

En complément, Monsieur Marneffe précise que le résultat prévisionnel de l'exercice est déficitaire puisqu'une part de la dotation de départ de la Fondation universitaire était consommable et a fait l'objet, année après année, de recettes sur les budgets mais n'a pas été consommée dans sa totalité. Elle est donc venue abonder le fonds de roulement. Le déficit d'aujourd'hui correspond aux excédents des années précédentes.

Monsieur Berrag sollicite à nouveau une prise de parole. Le tableau des recettes par origine du projet de budget initial 2020 intègre les subventions Etat, Région et Union européenne. Monsieur Berrag demande si les subventions du Département de Vaucluse et de la Ville d'Avignon sont intégrées aux « subventions d'exploitation et financement des actifs – Autres » d'u montant total de 695 068 euros.

Monsieur Marneffe précise que les subventions Département et Ville d'Avignon ne font pas l'objet d'une ligne particulière par collectivité car elles ne sont pas aussi significatives en volume que les subventions Région. Cela s'explique en particulier par le fait que la Région va financer en 2020 la construction du LaPEC (subvention régionale de 1,77 millions euros sur un montant total du projet de 1,8 millions d'euros, les 33 000 euros restants étant financés par le Département).

Prenant la parole, le Président rappelle que l'opération de construction du LaPEC s'inscrit dans le cadre du CPER, il est donc logique que la part Région soit très significative. Depuis le précédent CPER, l'Etat appelle les autres collectivités à participer (Conseil départemental, Agglomération et Ville). La question de la compétence territoriale explique également cet écart entre les subventions, la Région ayant en charge l'ESRI (schéma régional de l'ESRI - SRESRI, opérations d'intérêt régional - OIR – financement de contrats de recherche, programme de mobilité étudiante et un ensemble d'actions de soutien à des projets de recherche portés par les différents laboratoires).

Monsieur Berrag souligne le fait que la Ville d'Avignon et le Département de Vaucluse bénéficient tous deux du rayonnement économique de l'université sur le territoire, il est donc logique que l'établissement puisse bénéficier d'un soutien significatif de leur part.

Le VP CA tient à clarifier ce point en précisant que certes, la présence de l'université a des répercussions positives sur le territoire néanmoins les collectivités sont tenues par leurs compétences. En termes de développement économique par exemple, les compétences étant transférées principalement de la Ville vers la Communauté d'agglomération, les liens entre l'université et la Communauté d'agglomération sur ce plan sont beaucoup plus étroits. Le VP CA souligne par ailleurs l'implication de la Ville d'Avignon dans de nombreux projets menés conjointement avec l'établissement (par exemple la journée d'accueil des étudiants). La présentation des subventions par origine figurant dans le projet de budget 2020 reprend cet ordre de grandeur qui s'explique par le champ des compétences des collectivités territoriales.

En complément de ce qui précède, le DFACI précise que dans le cadre du CPER, l'université porte le projet de *Villa Creative* (14,9 millions d'euros). L'établissement n'étant pas maître d'ouvrage, le projet n'apparaît pas dans le budget 2020. Pour information, la Ville d'Avignon et la Communauté d'agglomération du Grand Avignon sont financeurs de ce projet à hauteur de 750 000 euros chacun.

Reprenant la parole, Monsieur Berrag se réfère au tableau des emplois présenté à l'appui du budget 2020. Il constate que le plafond des emplois fixé par l'Etat est de 639 alors que le total des emplois sous plafond Etat de l'université est de 585. Il s'interroge sur ce delta : si les emplois sous plafond Etat de l'établissement étaient rapportés au plafond Etat, cela permettrait de réduire d'autant le nombre d'emplois financés hors SCSP.

Le Président invite Monsieur Stéphane Bourdageau, Directeur des ressources humaines, à apporter toutes précisions. La sous-consommation du plafond Etat s'explique par le fait que l'établissement ne serait pas en capacité de supporter la hausse de la masse salariale si tous les emplois distribués sous ce plafond Etat étaient consommés. En ce qui concerne le deuxième plafond voté par l'établissement, sur la partie basse de ce plafond (CDD-CDI), l'université essaie d'atteindre une saturation maximale en exécution sans toutefois y parvenir (delta de +/- 30 emplois en exécution) ce qui révèle toute l'ampleur et toute la différence qui existent entre la délégation en emplois et le coût de masse salariale. Aucun établissement public ne sature son plafond d'emplois.

Monsieur Gimello-Mesplomb demande la parole. Il s'interroge sur le fait que seule l'opération de construction du LaPEC figure au budget 2020 alors que d'autres opérations immobilières ont été évoquées et notamment le réaménagement du site Pasteur.

Monsieur Marneffe précise que l'opération du LaPEC constitue la dernière opération à réaliser dans le cadre du CPER en cours. Le CPER suivant commencera à s'exécuter à partir de 2021 (phases d'étude et de consultation). En 2020, seule l'opération immobilière relative au LaPEC reste à financer.

Pour compléter ce qui précède, le Président rappelle que dans le cadre du projet de *Villa Creative*, la maîtrise d'ouvrage est assurée par le Rectorat d'Aix-Marseille, ce qui explique que cette opération ne figure pas au budget de l'établissement. Le CA sera régulièrement tenu informé de l'avancement de ce projet qui est actuellement dans sa phase bâtiminaire. Le permis de construire devrait être déposé très prochainement.

A l'issue de ce débat, Madame Catherine Carbone, représentant le Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille, tient à souligner la qualité des documents comptables et budgétaires qui ont été transmis ainsi que la qualité des échanges avec les services d'Avignon Université. La Chancellerie rejoint l'analyse qui est faite en interne sur la soutenabilité de ce projet de budget 2020, tous les indicateurs sont favorables (niveau de fonds de roulement, niveau de capacité d'autofinancement, trésorerie), ce projet de budget 2020 est considéré comme étant sincère et soutenable.

Le Président remercie Madame Carbone pour ce témoignage rassurant. Par ailleurs, le Président informe Madame Carbone qu'un courrier officiel a été transmis aux services de l'université de façon à procéder au renouvellement du Conseil de gestion de la Fondation universitaire avant la clôture des comptes.

Madame Carbone prend bonne note de ces éléments d'informations qui seront remontés au Rectorat.

Les membres du CA sont invités à procéder à deux votes distincts, l'un portant sur le budget principal initial et l'autre sur le budget initial de la Fondation universitaire au titre de l'année 2020.

Budget principal initial 2020 :

1) Autorisations budgétaires

- 705 ETPT sous plafond
- 64 770 549 € d'autorisations d'engagement dont :
 - 49 449 575 € personnel
 - 9 812 802 € fonctionnement
 - 0 € intervention
 - 5 508 172 € investissement
- 64 391 551 € de crédits de paiement
 - 49 449 575 € personnel
 - 9 666 304 € fonctionnement
 - 0 € intervention

- 5 275 672 € investissement
- 61 723 011 € de prévisions de recettes
- - 2 668 540 € de solde budgétaire (déficit)

2) Prévisions comptables

- - 2 478 647 € de variation de trésorerie (prélèvement)
- 346 888 € de résultat patrimonial (excédent)
- 1 291 888 € de capacité d'autofinancement
- - 2 256 284 € de variation de fonds de roulement (prélèvement)

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale seront annexés à la délibération correspondante.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*six abstentions*)**

Budget initial de la Fondation universitaire 2020 :

1) Autorisations budgétaires

- 60 000 € d'autorisations d'engagement dont :
 - 50 000 € personnel
 - 10 000 € fonctionnement
 - 0 € intervention
 - 0 € investissement
- 60 000 € de crédits de paiement
 - 50 000 € personnel
 - 10 000 € fonctionnement
 - 0 € intervention
 - 0 € investissement
- 0 € de prévisions de recettes
- - 60 000 € de solde budgétaire (déficit)

2) Prévisions comptables

- 60 000 € de résultat patrimonial (déficit)
- 60 000 € d'insuffisance d'autofinancement
- - 60 000 € de variation de fonds de roulement (prélèvement)

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale seront annexés à la délibération correspondante.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*une voix contre, six abstentions*)**

3.3 Modification du tarif de prise en charge entreprise ou organisme de la formation CAFERUIS au titre de l'année universitaire 2020-2021

L'an dernier, le SFTLV a sollicité l'adoption des tarifs de ses formations sur deux années universitaires afin de bénéficier d'une visibilité sur deux ans permettant une communication plus adaptée auprès de son public. Une nouvelle étude du coût d'inscription au Certificat d'Aptitude aux Fonctions d'Encadrement et de Responsable d'Unité d'Intervention Sociale (CAFERUIS) dans six écoles de la Région Sud PACA a révélé que les coûts moyens pratiqués variaient de 7 300 à 7 600 euros pour l'année à venir (*cf. annexe point 3.3 – présentation synthétique*).

Aussi, le SFTLV demande une modification du tarif de prise en charge entreprise ou organisme du CAFERUIS voté en CA le 12 mars 2019 pour le porter à 7 500 euros (contre 7 000 euros initialement) afin d'atteindre la moyenne régionale et donc attirer les candidats par la plus-value pédagogique de la formation plutôt que par un coût réduit.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la modification du tarif de prise en charge entreprise ou organisme de la formation CAFERUIS au titre de l'année universitaire 2020-2021 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4. Formation

4.1 Approbation des modalités et des conditions de sélection à l'entrée en master au titre de l'année universitaire 2020-2021 (régimes général et dérogatoire)

Le VP CA invite Monsieur Ange Polidori, VP CFVU, à présenter ce point.

En décembre 2016, la réglementation relative aux modalités d'entrée en master a été modifiée et a introduit la sélection. Les établissements peuvent fixer les capacités d'accueil en première année de master ainsi que les conditions de cette admission. Les capacités d'accueil et les modalités de sélection sont ensuite enregistrées sur le portail national des masters (plateforme « trouvermonmaster »).

Le 10 octobre 2019, la CFVU a approuvé les capacités d'accueil des masters dispensés au sein de l'université ainsi que les modalités de sélection correspondantes. Le 22 octobre 2019, le CA s'est prononcé sur les capacités d'accueil en master.

Cette nouvelle réglementation prévoit également un régime dérogatoire transitoire pour certaines mentions de masters afin de proroger la sélection à l'entrée en deuxième année. Le master mention droit, parcours « Métiers du droit » a souhaité bénéficier pour sa dernière année de mise en œuvre de ce régime dérogatoire sur l'année universitaire 2020-2021.

Afin de sécuriser ce régime dérogatoire en deuxième année de master, la DGESIP a demandé aux établissements concernés de solliciter leur CA afin d'adopter, en sus des capacités d'accueil en master, les modalités et conditions de sélection (*cf. annexe point 4.1 – Fiches masters*).

A l'issue de cette présentation, et à défaut d'observation, le VP CA soumet les modalités et conditions de sélection à l'entrée en master au titre de l'année universitaire 2020-2021 (régimes général et dérogatoire) au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.2 Approbation de la convention de coopération pédagogique conclue entre Avignon Université et l'Association pour le Développement du Télétravail et du Temps partagé (A2T) au titre de l'année universitaire 2019-2020 complétée par l'avenant n°1

Cette convention de coopération pédagogique complétée par son avenant n°1 prévoit la réalisation de prestations pédagogiques par l'organisme A2T dans le cadre de plusieurs formations dispensées par le SFTLV pour un montant total de 23 771 euros (*cf. annexes point 4.2*).

La parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la convention de coopération conclue entre Avignon Université et A2T au titre de l'année universitaire 2019-2020 complétée par l'avenant n°1 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.3 Approbation de la convention de coopération conclue entre Avignon Université, l'Institut Supérieur d'Agriculture Rhône-Alpes (ISARA-Lyon) et l'Institut de Formation Régional des Industries Alimentaires de la Région PACA (IFRIA PACA) au titre de l'année universitaire 2019-2020

Cette convention définit les modalités de coopération entre Avignon Université, l'ISARA-Lyon et l'IFRIA PACA dans le cadre de la LP « Industries agroalimentaires : gestion, production et valorisation » portée par l'IUT (*cf. annexe point 4.3*).

Elle a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du Conseil de l'IUT le 4 novembre 2019.

La parole est donnée aux membres du CA.

A la lecture de l'annexe financière de la présente convention, Madame Sandra Poitevin s'interroge sur la nécessité de faire appel à deux partenaires pour porter une LP, alors même que l'ISARA-Lyon est une école de commerce spécialisée dans l'agroalimentaire et dispose d'un vaste réseau d'entreprises. Elle pose la question de l'opportunité d'intégrer un troisième partenaire dans le portage de cette formation.

Prenant la parole, Monsieur Philippe Schmitt, Directeur de l'IUT, précise que cette convention a été renégociée l'an passé afin de réduire la participation de l'IFRIA. Il tient toutefois à souligner la qualité de l'accompagnement réalisé par l'IFRIA dans la recherche d'apprenants et leur placement en entreprise. Le Directeur de l'IUT confirme la rentabilité de cette collaboration.

Le VP CA précise que l'opportunité d'un partenariat ne peut s'apprécier uniquement à travers le prisme de la rentabilité financière. Le développement des partenariats permet de mesurer l'implication de l'établissement dans la filière et de créer des opportunités pour ses étudiants en termes d'insertion professionnelle par exemple.

Prenant la parole, le Président précise qu'il s'agit là de collaborations historiques au cœur d'une OIR, d'une longue tradition dans l'agroalimentaire et l'agro-industrie en Vaucluse et au cœur du CMQ 3A.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet la convention de coopération conclue entre Avignon Université, l'ISARA-Lyon et l'IFRIA PACA au titre de l'année universitaire 2019-2020 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (deux abstentions)**

4.4 Approbation de la convention de coopération conclue entre Avignon Université et l'Institut Supérieur de Formation Fruits et Légumes (ISFFEL) au titre de l'année universitaire 2019-2020

Cette convention définit les modalités de coopération entre Avignon Université et l'ISFFEL dans le cadre de la LP « Commerce et Distribution » portée par l'IUT (*cf. annexe point 4.4*).

Elle a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du Conseil de l'IUT le 4 novembre 2019.

La parole est donnée aux membres du CA.

Madame Sandra Poitevin signale en préambule une erreur dans le tableau de l'annexe financière de ladite convention (décalage de lignes). Par ailleurs, à la lecture de cette annexe, le coût unitaire des heures d'enseignement dispensées par l'ISFFEL est supérieur au coût unitaire des heures d'enseignement dispensées par l'IUT (respectivement 80 euros et 60 euros). Madame Poitevin s'interroge sur le fait de savoir si les enseignants de l'ISFFEL sont mieux rémunérés que ceux de l'IUT.

Monsieur Schmitt reprend l'annexe financière et constate le delta. Il propose de regarder plus en détail cette convention et de communiquer les éléments demandés ultérieurement.

Pour compléter, le VP CA précise que chaque organisme rémunère ses enseignants sur la base réglementaire de la rémunération ce qui peut expliquer l'écart constaté. Le taux de rémunération peut varier entre celui pratiqué par l'université et celui pratiqué par le partenaire.

Monsieur Schmitt précise que ces modalités de collaboration ont été acceptées et que ce partenariat avec l'ISFFEL dans le cadre de la LP « Commerce et Distribution » fonctionne bien.

Monsieur Berrag constate que les échanges ci-dessus portent principalement sur la question de la rentabilité. Il pose la question de la dimension sociale de ces conventions de coopération afin de permettre au plus grand nombre de s'y inscrire.

Le VP CA rappelle que les coûts de formation évoqués dans ce cadre ne sont pas supportés par les étudiants. Les droits d'inscription à un diplôme sont déterminés par l'Etat chaque année. Quelles que soient les modalités financières définies entre les partenaires, les apprenants ne sont pas impactés en termes de coûts. S'agissant de contrats en alternance, le coût de la formation est pris en charge par l'entreprise.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet la convention de coopération conclue entre Avignon Université et l'ISFFEL au titre de l'année universitaire 2019-2020 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

4.5 Approbation de la convention de coopération conclue entre Avignon Université et le Centre de Formation de la Profession Bancaire (CFPB) au titre de l'année universitaire 2019-2020

Cette convention de coopération prévoit les modalités de coopération entre Avignon Université et le CFPB dans le cadre de la LP « Assurance, Banque, Finance : chargé de clientèle » portée par l'IUT (*cf. annexe point 4.5*).

Elle a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du Conseil de l'IUT le 4 novembre 2019.

La parole est donnée aux membres du CA.

Madame Poitevin relève dans cette convention quelques inexactitudes. Tout d'abord, la convention prévoit le remboursement des droits d'inscription par le CFPB alors que la réglementation ne prévoit aucun droit d'inscription pour les apprenants en contrat de professionnalisation. Par ailleurs, il est fait mention d'OPCA et de FONGECIF qui n'existeront plus au 1^{er} janvier 2020.

A défaut d'observation complémentaire, le VP CA soumet la convention de coopération conclue entre Avignon Université et le CFPB au titre de l'année universitaire 2019-2020 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.6 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique conclue entre Avignon Université et CAP PERFORMANCE au titre de l'année universitaire 2019-2020 (dépassement du seuil tarifaire)

Ce projet de convention prévoit la réalisation de prestations pédagogiques par l'organisme CAP PERFORMANCE dans le cadre de la formation des doctorants en matière d'insertion professionnelle (*cf. annexe point 4.6*).

Conformément à la délibération du CA n°2017-055 du 27 juin 2017, ce projet de convention prévoyant un taux de rémunération horaire dépassant au-delà de deux fois le taux horaire équivalent TD (hTD), il doit être soumis à l'approbation préalable du Conseil.

En l'espèce, le dépassement du seuil tarifaire s'explique par la rareté des organismes formateurs dispensant ce type de formation spécifique aux doctorants et qui appliquent des tarifs supérieurs au taux hTD.

La parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet le projet de convention de coopération pédagogique conclue entre Avignon Université et CAP PERFORMANCE au titre de l'année universitaire 2019-2020 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*une voix contre*)**

4.7 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique conclue entre Avignon Université et l'Association Rheso au titre de l'année universitaire 2019-2020 (dépassement du seuil tarifaire)

Ce projet de convention prévoit la participation de l'Association Rheso à l'unité d'enseignement d'ouverture (UEO) Egalité (*cf. annexe point 4.7*).

Cette collaboration est le premier élément d'une collaboration plus globale puisqu'un projet de diplôme d'université est en cours d'élaboration avec le SFTLV portant sur la sensibilisation aux questions d'égalité et de violence de genre, qui s'adresserait à des professionnels (gendarmes, magistrats, avocats, personnels de santé...). Ce module d'UEO a vocation à être intégré dans le projet de diplôme.

Comme précédemment, ce projet prévoit un taux de rémunération horaire dépassant au-delà de deux fois le taux hTD et requiert l'approbation préalable du Conseil.

La parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation le VP CA soumet le projet de convention de coopération pédagogique conclue entre Avignon Université et l'Association Rheso au titre de l'année universitaire 2019-2020 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5. Questions diverses

⇒ **Néant**

Pour conclure cette séance, le Président annonce que deux à trois grands débats thématiques seront organisés annuellement sur des questions relevant de la stratégie d'établissement. L'équipe de gouvernance a le projet également de travailler la question du Conseil d'orientation stratégique (COS) avec différents périmètres de spécialistes de l'ESR réputés, d'opérateurs de terrain et de représentants du monde socio-économique. Le CA sera invité à se prononcer sur la configuration de ce COS dont les apports seront enrichissants et pourront éclairer les débats internes. Le Président tient à cette dimension stratégique sur le moyen et long termes qui permettra à l'établissement d'affiner ses choix et d'opérationnaliser les grands chantiers.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h10.

Le Président d'Avignon Université



Philippe ELLERKAMP